

ÉVALUATIONS DE RENTRÉE: ne rien se laisser imposer



Malgré le contexte exceptionnel lié à la Covid-19, les évaluations nationales standardisées CP et CE1 sont reconduites quasiment à l'identique à la rentrée 2020. Parallèlement des «tests de positionnement» sont mis à disposition pour tous les niveaux de classes, via Eduscol. Le SNUipp-FSU invite toutes les équipes à se concerter à ce propos. Ces évaluations et ces tests sont-ils utiles? Quels peuvent être les effets sur les élèves et les familles dans le contexte particulier d'une rentrée hors norme? Le SNUipp-FSU n'a eu de cesse de demander au ministère de laisser au libre choix des équipes enseignantes les modalités d'évaluation de leurs élèves.

N'hésitez pas à prendre contact avec votre section départementale du SNUipp-FSU dès la pré-rentree.

Des évaluations : pour quoi faire ?

Pour le ministère, elles permettent de savoir où en est chaque élève. Qu'en est-il vraiment ?

Les items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes. Ils ne tiendront

donc pas compte des conditions particulières d'apprentissage liées à la pandémie et seront d'abord le reflet de l'obstination ministérielle à poursuivre le recentrage de l'école sur les fondamentaux et sur une conception automatisée et étagée des apprentissages. En incitant à donner la priorité aux seules compétences évaluées, le risque est d'appauvrir des contenus enseignés. Alors que l'école s'est arrêtée pour bon nombre d'élèves en mars, l'évaluation

mettra d'abord en évidence l'implication et l'efficacité des familles à apporter à leurs enfants une aide adaptée aux évaluations. De nombreuses autres informations déterminantes pour la poursuite de la scolarité seront, elles, passées sous silence. Sans compter que 75 % des enseignantes et enseignants estiment que les évaluations nationales ne font que confirmer les difficultés déjà repérées selon une note de la DEPP publiée en avril 2020.

Un portrait dépréciateur des élèves

La période de crise aura mis en lumière les inégalités économiques, sociales et culturelles et creusé les inégalités scolaires qui en résultent.

Présenter aux parents d'abord et avant tout les manques et les «fragilités» de leurs enfants, est-ce judicieux? Est-ce ainsi que peut se développer l'indispensable confiance en soi des élèves? Quel message sera renvoyé aux parents sur leurs compétences d'éducateurs?

Non seulement les tests sont maintenus à l'identique malgré l'interruption des apprentissages en classe entière depuis

mars, mais le seront également les seuils de réussite identifiant les élèves «à besoins» et «fragiles». A l'issue de plusieurs mois de complet bouleversement, la relation école-famille devrait ainsi s'appuyer aux yeux du ministère sur l'annonce des «fragilités» des élèves. Le ministre appelle à «encore plus de bienveillance» dans la transmission des résultats alors que c'est à une communication anxiogène que seront soumises les familles. Il paraît plus indiqué d'éviter aux jeunes élèves le risque d'échec et d'étiquetage précoces lié aux évaluations.

Savoir où en sont les élèves... oui mais comment ?

La très grande hétérogénéité des contextes de « continuité pédagogique » a engendré de grandes disparités d'apprentissages entre les élèves.

Le ministère annonce aux familles que les évaluations nationales permettront une prise en compte « individualisée » des élèves. Or on sait que les remédiations aux difficultés identifiées par les tests d'évaluation sont des réponses standard générées par un logiciel ministériel. Les équipes enseignantes seront une fois de plus dépos-

sédées de l'analyse des réponses et les remédiations proposées seront très loin d'être personnalisées. Selon Philippe Meirieu, cela ne relève en rien de la pédagogie différenciée mais *« d'une mécanique technocratique qui soumettrait tout élève à des batteries de tests permanents permettant d'imposer à chacun les connaissances et les méthodes qui correspondraient strictement à son niveau et à ses besoins »*.

La recherche montre qu'individualiser à outrance creuse les inégalités scolaires, comme le note en particulier la conférence de consensus du CNETO

sur la différenciation pédagogique. La différenciation se nourrit au contraire des ressources et de la dynamique du groupe-classe, du « collectif-apprenant ». La collaboration avec des maîtres et maîtresses surnuméraires, l'expertise des RASED permettent de croiser les regards sur les élèves pour enrichir l'éventail des interventions pédagogiques. Observer, analyser, prendre le recul nécessaire pour soutenir les apprentissages avec pertinence nécessite plus que jamais du temps et des moyens renforcés.



Le regard de Roland Goigoux

Spécialiste de l'enseignement de la lecture, coordonnateur de la recherche « Lire-écrire au CP »

« Qu'est-ce que les évaluations administrées l'an dernier ont changé aux pratiques des enseignants au premier trimestre ? Rien, tout le monde en convient. Qu'ont-elles appris aux maîtres qu'ils ignoraient à propos de leurs élèves ? Pas beaucoup plus. Quelles remédiations originales ont-elles permises ? Aucune, même l'inspection générale de l'Éducation nationale le reconnaît. Les ressources d'Eduscol ont rarement été consultées ; il faut dire qu'elles étaient pauvres et que rien ne les distinguait des pratiques d'enseignement ordinaires. Bref, ces évaluations ont surtout servi la communication politique du ministre. Elles ont fait perdre beaucoup de temps aux enseignants et ont parfois renvoyé aux enfants et à leurs parents une image peu encourageante. Il ne faut pas recommencer à la rentrée prochaine. » (Médiapart, 04/06/2020)

Ailleurs, en Belgique

Contrairement à la France, la Belgique bannit les évaluations sommatives à cette rentrée 2020. La stratégie de différenciation pédagogique définie par les autorités de Wallonie-Bruxelles laisse toute latitude aux établissements scolaires pour identifier difficultés et retards d'apprentissage « par les moyens qu'ils jugent adéquats » : observation des élèves, évaluation formative, concertations croisées avec les enseignantes et enseignants de 2019/2020. Pour mettre en place des « dispositifs de différenciation et d'adaptation » consacrés aux apprentissages empêchés par le confinement, les équipes pourront bénéficier du soutien et de l'accompagnement de conseillers, afin de « construire collectivement des démarches pédagogiques, des outils pour leurs cours ». L'école de la confiance existe bien... mais outre-Québec !

APPEL SYNDICAL UNITAIRE

Dans un appel unitaire, les organisations syndicales SNUipp-FSU, Snes-FSU, Snuep-FSU, Se-Unsa, Sgen-Cfdt, et CGT éducation appellent le ministère à faire confiance à la professionnalité des enseignantes et des enseignants « pour, dans le cadre de leur liberté pédagogique, mettre en œuvre les situations d'apprentissages et construire leurs outils en fonction des besoins ». Pour les syndicats, il faut prioritairement « recréer les dynamiques pédagogiques collectives » et « redonner confiance aux élèves ». Le communiqué commun exige du ministère qu'il « donne d'autres

signes de préparation de cette rentrée 2020 qui ne ressemble à aucune autre et y assortisse les moyens nécessaires pour lutter contre les inégalités mises en lumière pendant le confinement ».

Les organisations syndicales demandent de manière unitaire que les évaluations nationales soient uniquement mises à disposition des équipes sans être imposées.

www.snuipp.fr/actualites/posts/une-rentree-mal-evaluee